

Rôle de la séance publique du 17/03/2026 à 09h55**Présidente** : Madame VERSOL**Assesseurs** : Monsieur TAR et Madame TROALEN**Greffière** : Madame GAUTHIER**RAPPORTEUR PUBLIC : M. LEROOY****01) N° 2502599****RAPPORTEURE : Mme TROALEN**

Demandeur X

SCP LE METAYER &
ASSOCIESDéfendeur CENTRE HOSPITALIER DE L'AGGLOMERATION
MONTARGOISE

CABINET DERECH

Sur renvoi du Conseil d'État (décision n° 495772 du 19 août 2025 annulant l'arrêt n° 22VE00247 du 7 mai 2024 et renvoyant devant la cour), Requête de X contre le jugement n° 2100369 du 9 décembre 2021 par lequel le tribunal administratif d'Orléans a rejeté sa demande tendant à l'annulation des décisions du 11 janvier 2021 par lesquelles le directeur du centre hospitalier de l'agglomération montargoise a prononcé sa révocation et sa radiation des cadres.

Rôle de la séance publique du 17/03/2026 à 10h00**Présidente** : Madame VERSOL**Assesseures** : Madame LE GARS et Madame TROALEN**Greffière** : Madame GAUTHIER**RAPPORTEUR PUBLIC : M. LEROOY****01) N° 2400516****RAPPORTEURE : Mme TROALEN**

Demandeur	X	CABINET ARVIS AVOCATS
Défendeur	ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE BARTHELEMY DURAND	SELARL HOUDART & ASSOCIES
Autres parties	PREFECTURE DE L'ESSONNE AGENCE REGIONALE DE SANTE ILE-DE-FRANCE	

Requête de X contre le jugement n° 2105998 du 14 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Versailles a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision par laquelle l'établissement public de santé Barthélemy Durand a implicitement refusé sa demande de prolongation de son congé de longue durée au delà du 24 septembre 2019.

02) N° 2400848**RAPPORTEURE : Mme TROALEN**

Demandeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE, ENERGETIQUE*	
Défendeur	SELFA CERBA	DELOITTE, SOCIÉTÉ D'AVOCATS

Recours du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique contre le jugement n° 1912196 du 28 novembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise s a déchargé, en droits et pénalités, la SELFA Cerba des rappels de taxes sur la valeur ajoutée pour la période du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2014 et des pénalités y afférentes.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. LEROOY

04) N° 2401990

RAPPORTEURE : Mme TROALEN

Demandeur X

Me MESTRE

Défendeur PREFECTURE DU VAL-D'OISE

Requête de X contre le jugement n° 2315127 du 13 juin 2024 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 12 octobre 2023 par lequel le préfet du Val-d'Oise a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

Rôle de la séance publique du 17/03/2026 à 10h30**Présidente** : Madame VERSOL**Assesseurs** : Madame LE GARS et Monsieur TAR**Greffière** : Madame GAUTHIER**RAPPORTEUR PUBLIC : M. LEROOY**

01) N° 2400009 **RAPPORTEURE : Mme LE GARS**

Demandeur	X	Me MIAH
Défendeur	ASSISTANCE PUBLIQUE - HOPITAUX DE PARIS	MINIER MAUGENDRE & ASSOCIES

Requête contre le jugement n° 2013062 du 26/10/2023 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 05/10/2020 par laquelle le directeur général de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP) a refusé de reconnaître l'imputabilité au service de sa maladie.

02) N° 2400063 **RAPPORTEURE : Mme LE GARS**

Demandeur	X	Me SUCHY
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE, ENERGETIQUE*	

Requête de X contre le jugement n° 2006827 du 13 novembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a rejeté sa demande tendant à condamner l'Etat à lui verser la somme de 5 115.50 euros en réparation des préjudices qu'elle estime avoir subis, à hauteur de 115.50 euros au titre des frais bancaires qu'elle a supportés à la suite d'une saisie administrative à tiers détenteurs, et de 5 000 euros au titre du préjudice moral.

03) N° 2400119 **RAPPORTEUR : M. TAR**

Demandeur	LINCOLN ELECTRIC FRANCE	LITTLER FRANCE
Défendeur	MINISTERE DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES	
	X	SELARL BOUSSARD-VERRECCHIA

Requête de la Société Lincoln Electric France contre le jugement n° 2109131 du 9 novembre 2023 par lequel le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 25 novembre 2020 par laquelle l'inspectrice du travail a refusé de lui accorder l'autorisation de licencier X.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. LEROOY

05) N° 2400323

RAPPORTEUR : M. TAR

Demandeur X

Me HALPERN

Défendeur CENTRE NATIONAL DE GESTION DES PRATICIENS
HOSPITALIERS ET DES PERSONNELS DE DIRECTION

Requête de X contre le jugement n° 2100037 du 7 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif d'Orléans a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 30 octobre 2020 par lequel la directrice du centre national de gestion des praticiens hospitaliers et des personnels de direction de la fonction publique hospitalière l'a licencié pour inaptitude.

06) N° 2400477

RAPPORTEUR : M. TAR

Demandeur X

Défendeur MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE
LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE, ENERGETIQUE

Requête de X contre le jugement n° 2103629 du 20 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif d'Orléans a rejeté sa demande tendant à la décharge en droits et pénalités des rappels de taxe sur la valeur ajoutée auxquels il a été assujetti au titre de l'année 2016.

Rôle de la séance publique du 17/03/2026 à 11h00**Présidente** : Madame VERSOL**Assesseurs** : Madame LE GARS et Monsieur TAR**Greffière** : Madame GAUTHIER**RAPPORTEUR PUBLIC : M. LEROOY****01) N° 2401716 RAPPORTEURE : Mme LE GARS**

Demandeur	X	Me SALIGARI
Défendeur	PREFECTURE DES YVELINES	

Requête de X contre le jugement n° 2401418 du 21 mai 2024 par lequel le tribunal administratif de Versailles a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 19 janvier 2024 par lequel le préfet des Yvelines a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, et a fixé le pays de destination duquel il est susceptible d'être éloigné à l'expiration de ce délai.

02) N° 2401984 RAPPORTEURE : Mme LE GARS

Demandeur	X	Me LEVY
Défendeur	PREFECTURE DE L'ESSONNE	

Requête de X contre le jugement n° 2304640 du 19 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Versailles a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 9 mai 2023 par lequel le préfet de l'Essonne a refusé de lui délivrer un titre de séjour et l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours.

03) N° 2402196 RAPPORTEUR : M. TAR

Demandeur	X	Me SANGUE
Défendeur	PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE	

Requête de X contre le jugement n°s 2314763-2316283 du 3 juillet 2024 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a rejeté sa demande tendant à l'annulation, d'une part, de la décision implicite de rejet née du silence gardé par le préfet des Hauts-de-Seine sur sa demande de délivrance d'un titre de séjour formée le 25 novembre 2022 et d'autre part, de l'arrêté du 27 novembre 2023 par lequel le préfet des Hauts-de-Seine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le pays de destination et prononcé une interdiction de retour sur le territoire français d'une durée d'un an.

04) N° 2402259

RAPPORTEUR : M. TAR

Demandeur X

Me MENAGE

Défendeur PREFECTURE DU VAL-D'OISE

Requête de X contre le jugement n° 2316171 du 1er juillet 2024 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 1er décembre 2023 par lequel le préfet du Val-d'Oise l'a obligé à quitter le territoire français sans délai, a fixé le pays de destination, a prononcé une interdiction de circuler sur le territoire français d'une durée de vingt-quatre mois.